



Comité économique et social européen

L'ESPRIT D'ENTREPRISE À VISAGE HUMAIN

Bruxelles, le 26 octobre 2006

DISCOURS

de

M. Dimitris DIMITRIADIS
Président du Comité économique et social européen

Seul le texte prononcé fait foi.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, pour commencer, de vous remercier cordialement pour le grand honneur que vous m'avez octroyé en me confiant le poste de Président de notre Comité.

Si je bénéficie concrètement de votre soutien et de votre assistance à mes côtés, je suis absolument persuadé que je pourrai m'avérer utile pour faire ressortir et promouvoir la portée institutionnelle et sociale que revêt notre Comité dans l'Europe des citoyens.

Ma conviction la plus intime est que les charges ne sont pas là pour honorer leurs détenteurs mais bien pour leur assigner des responsabilités et des obligations sans qu'ils doivent en attendre aucun prestige ou rétribution.

Au demeurant, nous savons tous très bien que la fonction de Président du CESE est de nature purement contributive, dans la mesure où un président n'est, pour reprendre l'affirmation de l'empereur romain Auguste, qu'un "primus inter pares".

Mesdames et Messieurs,

Notre temps est précieux et nous nous devons d'en tirer parti de la manière la plus féconde.

Alors que l'Europe en est encore à prendre la mesure des coups que lui ont portés les "non" français et hollandais, en cette année 2005 où 30 % des Européens interrogés par les sondeurs avouaient ne connaître absolument rien sur la Constitution européenne, voici qu'à quelques milliers de kilomètres de chez nous, au sortir de décennies d'engourdissement, les économies émergentes sont lancées de concert dans un galop soutenu, s'insèrent dans l'environnement planétaire, s'emploient à assimiler les technologies et fragilisent ainsi les positions que le monde occidental s'était acquises jusqu'à présent.

Je veux parler ici des économies dites des pays dits "BRIC", comme Brésil, Russie, Inde et Chine, futures superpuissances de l'an 2050.

Pour ne citer qu'un exemple significatif, il faut savoir qu'aujourd'hui 45 % des produits industriels fabriqués dans le monde le sont dans des pays en développement, alors qu'en 1970, ce pourcentage n'excédait pas 10 %.

Lors d'un sondage, 71 % des cadres dirigeants de sociétés internationales ont dit avoir des plans pour mener des activités économiques dans ces États.

Il a été calculé que si la Chine continue à se développer avec un taux de croissance annuel de 8 % jusqu'en 2031, le revenu par tête de sa population, forte de 1,450 milliard de personnes, sera équivalent à celui qui avait été enregistré en 2004 pour les États-Unis.

Quelles sont les implications d'une telle prévision?

Avec un PIB de ce niveau, les Chinois consommeront les deux tiers de tous les stocks de blé de la planète, auront besoin de 99 millions de barils de pétrole par jour et conduiront 1,1 milliard de véhicules, si l'on extrapole les données américaines actuelles.

Il s'agit là d'une perspective dont nous avons tous parfaitement conscience.

Nous savons tous très bien que la PRATIQUE sans la THÉORIE est aveugle et la THÉORIE sans la PRATIQUE, stérile.

L'heure n'est-elle pas venue de délaissier nos plans sur la comète pour nous engager dans des voies plus fécondes?

Le moment n'est-il pas arrivé de briser l'irrépressible conservatisme de nos économies et d'imiter, oui, d'imiter, je ne crains d'employer le mot, les exemples utiles et les bonnes pratiques qui ont cours sur toute la surface d'un monde en développement rapide - sauf dans l'Union européenne?

Alors que les autres parties du monde plaident pour la mondialisation, nous restons empêtrés dans l'inertie de notre particularisme national et européen.

Elles sollicitent la société et nous, l'État.

Elles valorisent le "privé" et nous, le "public".

Elles portent toute leur attention sur le tissu économique de la société et nous, sur sa structure politique.

Mesdames et Messieurs,

Mon ambition, durant tout mon mandat, ne consistera pas à enrichir les archives communautaires de quelques textes supplémentaires, décisions ou avis.

Je m'emploierai bien plutôt à convertir nos discours, rencontres, dispositions et confrontations politiques et nationales en autant de progrès, qui soient un élément essentiel pour mettre en avant le potentiel européen.

Aux scientifiques du secteur de l'industrie européenne qu'elle avait rassemblés pour les besoins d'une enquête, Euroscience a demandé de déterminer les deux principaux facteurs qui encourageraient les chercheurs actifs dans l'UE et amélioreraient leurs conditions de travail.

Le premier paramètre qu'ils ont cité consistait à réduire la bureaucratie.

Sur ce point, je puis prendre l'exemple de mon pays, qui reflète on ne peut plus fidèlement l'introversion économique de l'Europe d'aujourd'hui et le manque d'assurance de ses citoyens: en 2005, les méandres administratifs et un environnement peu accueillant pour les investissements ont provoqué des sorties de capitaux de l'ordre d'un milliard d'euros – et nous ne sommes malheureusement pas le seul État membre dans cette situation.

Pour ce qui est du second incitant, les scientifiques ont mentionné la création de postes attrayants.

Sommes-nous capables de créer des emplois nouveaux? Si oui, de quelle manière?

Sommes-nous à même d'instaurer un climat propice à l'essor de la compétitivité et de l'esprit d'entreprise?

Je me réfère ici à un esprit d'entreprise qui, loin de n'avoir le visage de personne, s'incarne au contraire en des personnes.

Je vise ici les petites entreprises, la démarche entrepreneuriale centrée sur l'humain et non sur la richesse matérielle, car je crois résolument à cette maxime du philosophe grec Protagoras, qui affirmait que "l'homme est la mesure de toute chose".

J'ai en vue ici la société et non l'économie.

Je m'en rapporte ici à l'ambition qu'a l'entrepreneur d'innover et non simplement de réaliser des profits.

Je fais allusion ici à la prise de conscience et à l'évolution de l'état d'esprit du travailleur citoyen européen, qui, en s'efforçant d'améliorer son niveau de vie, contribue dans le même temps à instaurer un environnement professionnel concurrentiel et en mutation constante.

J'en appelle ici à l'être humain, que dans mes associations d'idées, je n'assimile pas à l'individu préoccupé au premier chef de détenir ou de rechercher absolument la prospérité économique mais bien plutôt à celui qui se montre plus apte que ses semblables à prévoir les mutations futures et à innover.

Je m'en réfère à un esprit d'entreprise dont la composante essentielle soit la responsabilité sociale des entreprises ou, si l'on préfère, la responsabilité sociale d'entreprise, qui développe au maximum les bienfaits qu'elle peut produire sur l'environnement, tant naturel que façonné par l'homme, et réduit au minimum le risque de dommages qu'elle fait peser sur lui.

J'ai en vue un esprit d'entreprise qui soit propice à la concurrence, qui serve les intérêts de l'environnement collectif, conçu dans un sens plus large, qui renforce la fibre sociale.

Je songe aux petites entreprises, qui sont et qui resteront le point d'ancrage, l'épine dorsale de l'économie européenne, le gisement potentiel pour la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et le développement de projets entrepreneuriaux.

C'est essentiellement l'innovation qui préside à la création de ces entreprises.

Bien qu'au départ, elle soit sujette au risque d'échec, elle est source d'emploi et permet de relever le niveau de vie d'un pays, dans le sens où elle en fait un espace compétitif de savoir-faire, capable d'attirer et d'accueillir les investissements et les chercheurs étrangers les plus divers.

Dans sa transposition pratique, cette démarche a tout naturellement pour effet d'étendre l'esprit d'entreprise, de grossir les rangs des entrepreneurs européens, de générer une prise de risque plus importante, de créer des produits innovants et, de ce fait, d'accroître la productivité.

La question que je vais vous poser n'est que rhétorique:

L'Europe est-elle assez compétitive et possède-t-elle suffisamment d'esprit d'entreprise pour accueillir des chercheurs ou des investisseurs étrangers?

Si la réponse était "oui", comment expliquer que cette année, les Américains ont une fois de plus remporté les Prix Nobel de physique, de chimie, de médecine et d'économie?

Mesdames et Messieurs,

J'ai choisi le thème de "l'esprit d'entreprise à visage humain" et je m'interroge sur le "visage" qui est aujourd'hui celui du citoyen européen et sur son "état d'esprit".

Où mène l'Europe?

Chemine-t-elle avec ou sans ses citoyens?

Dans l'esprit de tout Européen, l'UE constitue un mécanisme visant à protéger les intérêts économiques et politiques de l'Europe.

Les citoyens européens pensent que les institutions et les rouages de l'Union sont inaccessibles, obscurs et paralysés par les pesanteurs bureaucratiques.

Hélas, nous n'avons su appréhender le problème que bien tard; l'essentiel, néanmoins, reste que nous avons finalement été contraints à en prendre conscience, à l'acter officiellement et à imaginer des solutions applicables sur le champ.

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, le non français et néerlandais à la Constitution européenne n'a pas été suivi par un "plan B" mais un "plan D", qui entend impliquer les citoyens dans une vaste discussion sur l'avenir de l'UE, en se fondant sur les trois valeurs essentielles de notre société qui ont nom démocratie, dialogue et débat et grâce auxquelles nous pourrions combler le fossé qui s'est creusé entre nos citoyens et l'Europe.

La crise que nous avons connue et que nous connaissons encore ne tient pas de l'impasse.

Le chinois possède deux idéogrammes pour le mot "crise": le premier est celui du "danger" et le second, celui de la "chance" à saisir.

Pour ma part, j'applaudis à cette "ouverture" qui nous est donnée!

Sachez que l'une de mes principales aspirations consistera aussi à "profiter" de cette occasion, en intensifiant tous les efforts et initiatives déployés pour jeter des ponts entre les citoyens européens et l'"Europe".

Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes moralement tenus de donner à nos concitoyens européens, par des ACTES et non par des paroles, la conviction que TOUTES LES DÉCISIONS SONT PRISES PAR EUX ET POUR EUX.

Parce que le Conseil européen a expressément sollicité le Comité en ce sens, nous avons l'obligation morale et institutionnelle de jouer un rôle de catalyseur et d'apporter une contribution active afin:

- de réduire la fracture entre les citoyens européens et les organes communautaires,
- d'élaborer une stratégie rénovée en faveur du développement durable,
- de tisser un réseau interactif d'initiatives de la société civile destinées à promouvoir la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne.

Nous nous devons comme jamais encore d'éveiller chez les citoyens le désir de participer aux décisions et activités de l'Europe.

Jamais le concours de la société civile n'a été plus précieux et nécessaire qu'il ne l'est aujourd'hui pour pouvoir continuer à bâtir cet "édifice" dénommé Europe.

Plus qu'à aucun autre moment, il nous faut à présent "faire entrer" l'Europe jusque dans le foyer de chaque citoyen européen, afin qu'il puisse la juger, la comprendre, la découvrir et la remodeler, en nous faisant les relais de sa touche personnelle auprès des organes institutionnels et politiques de l'Europe par le biais de nos Conseils économiques et sociaux nationaux.

Bref, il s'agit de parvenir à ce que le citoyen puisse exploiter ce "trésor" qui lui est offert et dont jusqu'il y a peu encore, il ne connaissait que l'existence, sans avoir pu le découvrir.

Permettez-moi encore d'ajouter deux vocables:

"Esprit d'entreprise" et "homme".

En grec, "homme" signifie "celui qui regarde vers le haut" et "entreprendre" a pour sens "essayer".

Je suis convaincu qu'à force de tenter et de porter toujours notre regard pour arriver plus loin que nous ne le pouvons, nous sommes "programmés" pour réussir.

Mesdames et Messieurs,

Toute chose a un prix.

La réussite passe par la persévérance et le travail d'équipe.

Pour conclure, je voudrais vous assurer que j'exercerai mes devoirs de Président dans la plus grande transparence, avec l'aide de mon Bureau. Je propose à chacun d'entre nous de respecter la mission et les obligations qui lui ont été assignées et de s'y consacrer dûment.

Le programme détaillé de la présidence sera présenté lors de la session plénière du mois de décembre, après avoir été élaboré et débattu dans le cadre de la réunion du Bureau du mois de novembre.

Je vous remercie de votre attention!
